

19 mai 2009



Laroussi Oueslati fera-t-il le poids face aux étudiants grévistes ? Petit déjeuner et pesée symbolique avant le début de la grève de la faim.

Université. Hier matin, une dizaine d'étudiants grévistes a entamé une grève de la faim.

Une mobilisation sans faim

■ Ils l'avaient annoncée et ils l'ont faite. Après un petit-déjeuner bien complet et une pesée symbolique, dix étudiants de l'Université de Toulon ont entamé hier matin une grève de la faim collective. Après de multiples actions qui n'ont pas permis de satisfaire leurs revendications - blocus de l'université, boycott des partiels, rondes des obstinés -, les étudiants grévistes sont passés à la vitesse supérieure en installant leurs tentes devant le bâtiment administratif du campus de La Garde.

« Nous allons recevoir des toiles de tente, comme les enfants de Don Quichotte, et nous allons rester sur place 24 heures sur 24 en espérant être entendus par le gouvernement. Après seize semaines de grève, nous réclamons toujours le retrait de la loi LRU et ses décrets concernant les enseignants-chercheurs

ainsi que la neutralisation du second semestre et la démission du président de l'Université Laroussi Oueslati », explique le porte-parole des étudiants grévistes, Alexandre Picazo.

Une démission réclamée suite à l'intervention des forces de l'ordre lundi dernier, à la demande du doyen de la fac pour débloquent les portes de son campus. Un déblocage que les étudiants n'ont pas digéré.

« La police est venue armée alors que nous ne représentons aucune menace. Nous n'avions aucune arme, nous étions juste munis de nos sacs de cours.

La France a une histoire sociale et nous connaissons les risques de bavures », a expliqué un étudiant gréviste à M. Oueslati, qui a rencontré les étudiants en grève les étudiants en grève de la faim hier matin.

« On veut faire réagir le gouvernement »

Ce dernier s'est expliqué à la presse : « Je suis là pour essayer de les ramener à la raison, ici ils y ont quelques étudiants sensibles qui raisonnent en termes de passion et de pulsion, qui n'acceptent pas la loi LRU. Ils sont jusqu'au-boutistes, mais le temps des revendications est révolu. Ils ont un devoir envers eux-mêmes, leur famille et leur pays (sic). Il y a différents types d'actions pour continuer leur mobilisation ».

Depuis février, le gouvernement laisse pourrir la situation et ne réagit pas aux revendications des enseignants-chercheurs et étudiants. Sur 83 universités en France, celle de Toulon est l'une des 10 dernières à résister encore et fait partie des plus déterminées. Comme le prouve leur nouvelle action coup de poing.

LAURY FALLETTI